

ASSEMBLEE GENERALE

SEPTIEME SESSION

Documents officiels



Vendredi 5 décembre 1952, à 15 heures

Siège permanent, New-York

SOMMAIRE

Page

Développement économique des pays insuffisamment développés: c) réforme agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194 et Add.I, A/C.2/L.158/Rev.1, A/C.2/L.160/Rev.1, A/C.2/L.186 et A/C.2/L.187) [fin] 271

Président: M. Jiří NOSEK (Tchécoslovaquie).

Développement économique des pays insuffisamment développés: c) réforme agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194 et Add.I, A/C.2/L.158/Rev.1, A/C.2/L.160/Rev.1, A/C.2/L.186 et A/C.2/L.187) [fin]

[Point 25, c*)]

1. M. LUBIN (Etats-Unis d'Amérique) rappelle qu'à la séance précédente, la Commission a entendu les représentants du bloc soviétique, comme à l'accoutumée, se répandre en propos accusateurs au sujet de la situation tragique que connaissent les paysans de nombreux pays et vanter les succès éclatants remportés par l'agriculture soviétique. Au cours de la 225^{ème} séance, le représentant de l'URSS a manifesté une vive inquiétude devant la pénurie de denrées alimentaires qui sévit dans certaines parties du monde; mais, il lui serait difficile de nier que la Pologne a récemment traversé la crise alimentaire la plus grave qu'elle ait connue depuis la guerre, crise qui a provoqué, au cours du deuxième semestre de 1951, des troubles et des grèves. Comme la délégation des Etats-Unis l'a déjà signalé (208^{ème} séance), la Pologne a dû, en septembre 1951, remettre en vigueur le rationnement de la viande et des matières grasses, qui, par la suite, s'est étendu au savon, au sucre et à d'autres denrées de première nécessité. En outre, il est à noter que les cartes de rationnement n'ont souvent qu'un valeur symbolique.

2. Les représentants des pays soviétiques n'ont pas décrit les véritables effets du système de réforme agraire soviétique sur l'agriculteur. Il est cependant manifeste que les agriculteurs des pays d'Europe orientale ne désirent nullement produire, lorsque l'Etat leur enlève leurs gains et leurs récoltes et que le gouvernement ne répond à leurs vœux que par des mesures de répression de plus en plus barbares.

3. En Hongrie, par exemple, au cours de la dernière campagne, il semble que les agriculteurs aient eu pour principal souci de soustraire à l'Etat une fraction suffi-

sante de leurs moissons pour pouvoir vivre, tandis que le gouvernement cherchait uniquement à se faire livrer les récoltes aux prix fixés par l'Etat, qui sont presque invariablement inférieurs au niveau voulu pour assurer aux agriculteurs et à leur famille le revenu minimum indispensable. Pour obtenir ce résultat, le Gouvernement hongrois a dû faire usage de la force; en fait, ce n'est que devant l'Organisation des Nations Unies que les représentants des gouvernements communistes cherchent à dissimuler des agissements de ce genre: le rapport du Ministre de l'agriculture hongrois sur la production fait ressortir que des poursuites ont été engagées contre les agriculteurs qui ne livrent pas la quantité de grain voulue. Un exemple suffit—le 13 juillet, trois journaux hongrois ont publié une liste d'amendes et de condamnations à des peines de prison allant jusqu'à dix-huit mois dont des cultivateurs ont fait l'objet en une seule journée pour avoir négligé de faire leurs moissons à temps ou de réparer leurs machines. On sait que, depuis cette date, plus de cinq cents nouvelles condamnations, dont certaines pour une durée de trois ou même cinq ans, ont été prononcées pour livraisons inférieures aux quantités imposées, refus de livrer les produits du sol ou constitution irrégulière de réserves.

4. Il est exact que le Gouvernement de l'Union soviétique a réussi à obliger ses agriculteurs à se faire membres des fermes collectives, mais on a de nombreuses preuves de l'hostilité incessante que rencontre ce système qui fonctionne maintenant depuis vingt ans. La presse soviétique a publié des milliers de déclarations qui attestent soit que les fermes collectives ne peuvent exécuter les programmes de production des autorités centrales, soit que ces autorités ne peuvent convaincre les paysans des avantages de la collectivisation.

5. Prenant l'exemple de la Lithuanie, M. Lubin décrit la méthode que l'on applique pour faire entrer un paysan dans une ferme collective au moyen d'un engagement dit volontaire, que l'intéressé doit signer s'il ne veut pas être dirigé sur un camp de travail; l'engagement signé, le paysan ne peut plus s'en aller

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

ailleurs. Lorsqu'il est devenu membre, l'agriculteur ne peut plus s'échapper de la ferme collective, car des mesures sévères limitent ses déplacements. En fait, sa condition est devenue celle d'un serf. Les restrictions sont aussi rigoureuses qu'à la plus mauvaise période du régime tsariste. Il est évident que ces mesures n'auraient pas été adoptées si l'on avait jugé possible de s'assurer de manière permanente la coopération volontaire des paysans. Ces quelques exemples montrent que les vingt années de collectivisation n'ont pas abouti au paradis agraire promis et que l'on ne s'est préoccupé ni du facteur humain ni des aspirations des populations. Il n'est pas étonnant que Staline lui-même s'inquiète de la situation agricole en URSS, ainsi qu'il ressort de son récent article sur les problèmes économiques du socialisme, paru dans la revue *Bolshevik* du 2 octobre 1952.

6. M. ENCINAS (Pérou) estime qu'il est de son devoir de répondre à l'allégation du représentant de l'Union soviétique selon laquelle les Etats-Unis appliqueraient d'une manière générale en Amérique latine, et par conséquent, probablement au Pérou, une politique économique tendant à maintenir le système de la monoculture. La politique poursuivie aux termes de l'accord conclu entre le Pérou et les Etats-Unis au sujet du Inter-American Food Production Cooperative Service (SCIPA), que le représentant du Pérou a mentionnée la veille (228^{ème} séance), va directement à l'encontre du système de la monoculture. Une autre institution qui rend également de grands services au Pérou est le Service culturel et pédagogique qui mène une campagne contre l'analphabétisme. Le Pérou bénéficie en outre des bourses de perfectionnement attribuées par l'Organisation des Nations Unies.

7. En outre, la tendance accusée par les entreprises privées américaines au Pérou est absolument contraire à la monoculture. Une filiale de la Goodyear Corporation fabrique des pneus qui sont utilisés dans le pays même et une filiale de la Grace Company possède des usines de produits textiles, des raffineries de sucre et des fabriques de papier. De plus, cette société filiale participe à l'exploitation du sous-sol, notamment pour l'extraction du cuivre, a organisé un centre d'élevage et a construit une usine de produits chimiques.

8. M. KATZ-SUCHY (Pologne) déclare que la délégation des Etats-Unis a pris l'habitude, chaque fois qu'elle fait l'objet d'accusations au cours d'un échange de vues portant sur une question économique quelconque, de mentionner l'existence du rationnement des produits alimentaires en Pologne. M. Katz-Suchy déclare qu'il serait le dernier à nier que le rationnement des produits alimentaires a été rétabli en Pologne; mais la raison de ce rationnement est fort simple, à savoir l'augmentation générale du niveau de la consommation par habitant, augmentation qui a provoqué à son tour l'accroissement de la consommation chez les masses laborieuses.

9. Avant la deuxième guerre mondiale, le nombre total des personnes exerçant une activité non agricole était de 2.700.000; à la fin de 1951, il atteignait 5.200.000. Ce développement de l'emploi, notamment dans le secteur industriel, a augmenté de 3 millions le nombre des consommateurs. Avant la guerre, ces personnes constituaient la masse de la population excédentaire des villages et n'obtenaient pas de revenus

réguliers. Les emplois temporaires ou saisonniers qu'elles trouvaient ne leur permettaient d'acheter que fort peu de choses; elles vivaient chichement en cultivant de petites parcelles de terrain.

10. Depuis la guerre, non seulement le nombre des acheteurs a augmenté, mais on a enregistré en outre un accroissement considérable du niveau général de la consommation par habitant. Par exemple, la consommation annuelle de lait par habitant est passée de 189 litres en 1938 à 269 en 1951; pour la viande, elle est passée de 3,3 kilogrammes à 17,2 kilogrammes; pour le sucre, de 0,26 kilogramme à 18,39 kilogrammes et pour les allumettes — qui étaient autrefois un article de luxe — elle est passée de 4 boîtes à 51 boîtes.

11. Bien que le Gouvernement polonais ne soit pas satisfait, à certains points de vue, des progrès réalisés jusqu'ici, ceux-ci reflètent toutefois la tendance générale de l'économie polonaise et prouvent nettement l'amélioration du niveau de vie et de l'augmentation du pouvoir d'achat des travailleurs. A l'heure actuelle, le chiffre de la consommation en Pologne dépasse largement la moyenne européenne. Si le rationnement des produits alimentaires a été rétabli, c'est pour orienter cette augmentation et assurer à chacun une part équitable. M. Katz-Suchy dément l'allégation du représentant des Etats-Unis selon laquelle, en Pologne, les tickets de rationnement ne seraient pas toujours honorés. Apparemment, le représentant des Etats-Unis a voulu prouver que les mesures de réforme agraire adoptées en Pologne avaient échoué; mais l'augmentation générale du niveau de la consommation prouve, en fait, que ces mesures ont réussi, bien qu'elles n'aient été appliquées que depuis quelques années.

12. Lorsqu'elle se réfère à la réforme agraire, la délégation polonaise ne préconise aucun système particulier, socialiste ou autre; elle souligne simplement l'urgence du problème, qu'il faut résoudre en tenant compte des besoins, des conditions et du niveau économique de chaque pays. La délégation polonaise s'est toujours bornée à exposer les lignes générales de la réforme agraire; si l'on propose d'appliquer un système unique, certains pays risquent d'abandonner totalement toute idée de réforme agraire.

13. Plusieurs délégations ont mis en doute les chiffres que M. Katz-Suchy avait cités au cours d'une récente intervention; mais il avait précisé qu'il se contentait d'examiner la situation générale sans se préoccuper des responsabilités particulières d'un gouvernement donné. En dépit des explications fournies par divers représentants, tels que le représentant de l'Inde, le problème n'en demeure pas moins grave et l'on n'a presque rien fait jusqu'ici pour mettre en œuvre la résolution proposée par la Pologne à l'origine. M. Katz-Suchy tenait en outre à signaler qu'on avait cherché à se servir du slogan de la réforme agraire à des fins tout à fait différentes, comme l'avaient montré les déclarations du représentant de l'Union soviétique et d'autres représentants. Les Etats-Unis, en particulier, se sont révélés subitement les défenseurs acharnés de la réforme agraire: comme ils ne peuvent pas s'opposer à une telle réforme, ils cherchent à s'en servir pour renforcer leur emprise économique sur certains pays. Ce qui s'est passé au Japon, en Alle-

magne occidentale et en Corée du Sud prouve quelles sont les intentions des Etats-Unis à cet égard.

14. En outre, le rapport du Département de l'agriculture des Etats-Unis sur le régime foncier de ce pays montre que, là aussi, une grande partie des terres sont réunies entre les mains d'une petite minorité: les statistiques de 1949, par exemple, montrent que 3 pour 100 des personnes qui possèdent des terres arables détiennent 41 pour 100 de la superficie totale de ces terres, alors que 50 pour 100 du volume total de la production agricole provient de 10 pour 100 des grandes exploitations. Le système du métayage est encore très répandu et les cultivateurs à bail sont plus nombreux qu'ils ne l'étaient il y a soixante-dix ans.

15. Dans un ouvrage intitulé *La géographie de la faim*, M. Josué de Castro, qu'on ne saurait soupçonner d'être prévenu contre les Etats-Unis, décrit l'assujettissement dans lequel vit la population de Porto-Rico, dont le niveau de vie n'est pas plus élevé que celui de Hong-kong et dont l'état de santé est aussi très précaire.

16. Il est incontestable qu'on souffre aussi de la faim aux Etats-Unis. Selon le bulletin statistique du National Research Council des Etats-Unis, 53 pour 100 des Etats du sud ont un régime alimentaire insuffisant. M. de Castro estime à 73 pour 100 de la population dans le Black Belt, et à 80 pour 100 dans la vallée de la Red River, le nombre des gens soumis au régime suranné du métayage. Ainsi, l'on constate l'existence de conditions de servitude et de quasi-esclavage non seulement dans certains pays peu développés dominés par les Etats-Unis, et dans d'autres tels que la Corée, où l'agression des Etats-Unis a entravé le progrès social, mais sur le sol même des Etats-Unis.

17. Un sénateur de l'Alabama, M. Sparkman, a déclaré, dans un exposé qu'il a fait au cours d'une séance antérieure de la Commission, qu'il fallait employer à la production de guerre les deux millions de travailleurs agricoles en chômage partiel et, à cette fin, grouper les petites propriétés, au lieu de préconiser le morcellement de la grande propriété pour distribuer des terres à ceux qui n'en ont pas.

18. Le problème de la réforme agraire n'a rien perdu de l'importance décisive qu'il avait lorsque la Commission a commencé à l'examiner. Les diverses résolutions adoptées marquent un progrès, mais c'est aux gouvernements qu'il appartient de prendre les mesures nécessaires. En citant des chiffres et des faits qui témoignent des progrès réalisés en Pologne, M. Katz-Suchy a voulu montrer ce qu'il était possible d'accomplir en un laps de temps relativement court, grâce à la nationalisation de l'industrie et des banques. La réforme agraire est indispensable au développement économique. Les pays insuffisamment développés aspirent ardemment à la réforme agraire et c'est en vain qu'on cherchait à tromper leur attente.

19. M. TOUS (Equateur) répond au représentant de la Pologne que la situation de l'Equateur, pays de faible densité de population, n'est pas aussi grave que celle de pays qui souffrent d'une pénurie de terres. Rien n'est négligé pour permettre aux personnes qui le désirent d'acquérir et de cultiver leur propre terre. M. Tous ne conteste pas l'existence de cas analogues à ceux que le représentant de la Pologne a signalés; mais celui-ci, en faisant état des conditions qui règnent dans divers pays de l'Amérique latine, s'est fondé sur

la relation d'une personne qui partage les idées politiques de la délégation polonaise. Les représentants du Mexique et de l'Argentine ont indiqué au représentant de la Pologne que les renseignements qu'il possédait et les conclusions qu'il en tirait étaient surannés et inexacts et, en bien des cas, ne rendaient pas fidèlement compte de la réalité. Il est superflu de développer ce point de vue, mais M. Tous désire faire remarquer que les pourcentages et les autres renseignements statistiques donnés par le représentant de la Pologne au sujet de l'Equateur ne reposent également que sur des conjectures, étant donné que les statistiques nécessaires ne sont pas disponibles.

20. Le Gouvernement de l'Equateur encourage activement le développement économique et social du pays tout entier et il a préparé un plan judicieux de réforme agraire, convaincu que la propriété privée est le régime le plus propre à stimuler la production. M. Tous se plaît à constater que le représentant de la Pologne apprécie également les bienfaits de la propriété privée à cet égard. Ce représentant devrait donc en conclure qu'un cultivateur produira davantage s'il exploite sa propre terre que s'il est membre d'une entreprise collective.

21. En Equateur, le gouvernement dédommage équitablement le propriétaire foncier en cas d'expropriation et met à la disposition des nouveaux exploitants le matériel dont ils ont besoin. Sans nier l'existence en Equateur de conditions peu satisfaisantes à bien des égards, M. Tous est persuadé que des conditions similaires existent dans d'autres pays. Il est disposé à reconnaître l'exactitude de la déclaration du représentant de la Pologne, à savoir que les conditions existant en Pologne sont très satisfaisantes, mais il est plus difficile d'étudier la situation de la Pologne que celle de l'Equateur ou d'autres pays de l'Amérique latine. On a prétendu que l'état retardataire de certains pays d'Amérique latine était dû aux artifices des sociétés étrangères, mais cet état existe depuis des siècles; ce n'est certainement pas l'exploitation étrangère — qui ne remonte qu'à une époque relativement récente — qui a engendré ces conditions. Ces sociétés auraient peut-être pu contribuer davantage au progrès social et rémunérer la main-d'oeuvre mieux qu'elles ne l'ont fait mais il n'est pas juste — et c'est de plus injurieux pour l'Equateur — de déclarer que les sociétés étrangères ont asservi l'économie. L'histoire montre quel prix les pays de l'Amérique latine attachent à leur indépendance; ils sauront maintenir cette tradition.

22. M. KATZ-SUCHY (Pologne) souligne de nouveau la nécessité urgente d'une réforme agraire. Le représentant de l'Equateur ne peut pas à la fois prétendre que les faits et les chiffres indiqués sont faux et reconnaître la nécessité d'une réforme agraire. Selon ce représentant, les statistiques que la délégation polonaise a utilisées ne sont pas satisfaisantes, mais l'on ne dispose pas de renseignements exacts; or, l'ignorance ne saurait tenir lieu d'argument dans une discussion. Les statistiques montrent que la réforme agraire en Equateur et dans les autres pays de l'Amérique latine est un problème sérieux. Le représentant de la Pologne s'étonne d'entendre le représentant de l'Equateur nier l'existence du contrôle qu'exercent les monopoles étrangers et rappelle les indications et les renseignements nombreux que les délégations de divers

pays ont fourni à ce sujet. Toutes les informations connues démontrent la nécessité urgente d'une réforme agraire.

23. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que les représentants hostiles au régime socialiste de l'URSS ont tenté de peindre sous des couleurs sombres l'économie et la structure agricole de son pays. Le représentant des Etats-Unis, notamment, a sorti de leur contexte des extraits de certaines publications pour induire ses auditeurs en erreur. Il est parfaitement inutile de se livrer à des falsifications au sujet de la situation en URSS: il existe en nombre suffisant des renseignements et des témoignages objectifs de personnes qui sont allées récemment dans ce pays. Un groupe de Canadiens a publié récemment un livre intitulé: *We have seen socialism*, au sujet de ce que ses membres ont vu et entendu au cours d'un séjour en URSS. Après avoir visité plusieurs fermes collectives, ils ont conclu que le fermier soviétique vit mieux que le fermier canadien et lui est supérieur sur le plan culturel. Ce livre indique aussi que la production moyenne de fruits, de sucre, de pommes de terre et autres denrées est plus élevée en URSS qu'au Canada. Les visiteurs ont décrit le vaste système d'irrigation créé pour remédier à la sécheresse ainsi que les longues ceintures de forêts protectrices destinées à mettre fin aux ravages de la nature.

24. Au lieu de ces progrès évidents, le représentant des Etats-Unis préférerait sans doute constater la mise en œuvre en URSS d'un système de plantations semblable à celui des Etats méridionaux des Etats-Unis, où des monopoles étrangers peuvent traiter les travailleurs comme s'ils étaient du bétail selon les méthodes qu'ils utilisent dans certains pays insuffisamment développés. Ce genre de tyrannie existait dans la Russie tsariste, mais le peuple a secoué à jamais le joug étranger. Outre leur participation à la propriété collective, les travailleurs agricoles de l'URSS ont le droit de posséder une terre, du bétail et de la volaille; ils ont aussi de multiples occasions d'augmenter leur niveau culturel et leurs connaissances techniques. Aucune clôture de fil de fer barbelé ne sépare les exploitations comme aux Etats-Unis. Les progrès accomplis en URSS sont fondés sur le collectivisme; au contraire, aux Etats-Unis, un travailleur peut se trouver tout à coup sans ressources ou en chômage.

25. C'est ouvertement qu'en URSS les défauts du système agricole font l'objet de critiques et son amélioration constitue l'objectif que tous les efforts visent à atteindre. On pourrait demander au représentant des Etats-Unis de confirmer qu'aux Etats-Unis les agriculteurs en faillite en raison de l'extension des monopoles agricoles se trouvent obligés d'émigrer vers les villes où ils vont grossir le nombre des chômeurs. Selon le Département du Commerce des Etats-Unis, le nombre des grandes exploitations est passé de 5.400 en 1944, à 9.000 en 1950. Un économiste américain, M. Edwards, a indiqué que les agriculteurs américains vivent sous un régime proche de la féodalité et sont à la merci d'intermédiaires à qui ils versent 30 à 40 pour 100 de la valeur de leurs produits. Les agriculteurs sont obligés de travailler pour des sociétés aux conditions imposées par celles-ci. Une autre publication sur l'esclavage des nègres aux Etats-Unis, dont l'auteur

est un certain M. Hayward, montre comment les monopoles financiers exploitent les plantations des Etats méridionaux et maintenant la ségrégation et le système des castes. De la main-d'œuvre à bon marché est amenée de Porto-Rico et du Mexique. Le représentant des Etats-Unis devrait étudier soigneusement la situation de son propre pays qui est loin d'être satisfaisante. Il est clair que la nécessité d'une réforme agraire exige l'adoption de mesures effectives.

26. M. FACIO (Costa-Rica) dit que le représentant de la Pologne a parlé de Costa-Rica comme étant un des pays qui avait subi la pression du capital américain à tendance monopoliste au point que sa structure économique restait fondée sur la monoculture et que ses possibilités économiques s'en trouvaient diminuées. Cette déclaration ne donne pas une idée exacte de la situation. On peut considérer que l'économie de Costa-Rica repose sur la monoculture — en effet, elle dépend principalement de la production du café — mais ce phénomène n'est pas le fait d'une pression étrangère. Le café est et a toujours été une production indigène. Mais Costa-Rica s'est efforcé de diversifier sa production et, à ce titre, a récemment reçu l'aide des Etats-Unis au titre du programme du Point quatre. Actuellement, il produit dans de bonnes conditions des denrées telles que fèves, riz, sucre, lait et viande; au cours des deux dernières années, il a pu exporter une partie de sa production de fèves, de riz et de viande. Les Etats-Unis ont également aidé Costa-Rica en collaborant à la création de l'Ecole de développement agricole et à des travaux de recherche sur la mise au point de nouvelles cultures pour les pays tropicaux.

27. Costa-Rica ne souffre pas des inconvénients que présentent les grandes propriétés; au contraire, les 40.000 hectares consacrés à la culture du café sont répartis entre 27.000 propriétaires. Nombreux sont les agriculteurs dont la propriété a une superficie de moins d'un hectare. Le principal problème qui se pose consiste à augmenter le rendement de l'agriculture.

28. Mlle BURWASH (Canada) fait observer au représentant de l'URSS qu'au Canada chacun a le droit d'exprimer son opinion, quelque erronée qu'elle puisse être.

29. M. LUBIN (Etats-Unis d'Amérique) se juge tenu de répondre à certaines des observations des représentants de l'URSS et de la Pologne.

30. En ce qui concerne la situation de l'agriculteur américain, il déclare qu'au 1er janvier 1952, la valeur totale des terres et des biens agricoles, y compris l'épargne rurale, atteignait près de 170 milliards de dollars; il convient de déduire de cette somme une dette agricole de 15 milliards de dollars. En moyenne le niveau de vie des familles rurales s'est élevé de 54 pour 100 de 1940 à 1950. La consommation d'électricité dans les fermes est un indice de cette amélioration. En 1930, 13 pour 100 des fermes étaient électrifiées; en 1940, 33 pour 100 et en 1950, 78 pour 100. En 1950, près des deux tiers des fermes avaient des machines à laver électriques; 61 pour 100 des familles rurales avaient des glacières mécaniques et 93 pour 100 d'entre elles avaient des radios. Le niveau de vie de la population rurale de chaque Etat et de presque tous les pays s'est élevé entre 1945 et 1950. En outre, le revenu agricole des Etats-Unis

a accusé une augmentation significative. Le revenu brut se montait à 10 milliards de dollars en 1940 et à plus de 37 milliards en 1951; le revenu net des exploitations agricoles était de 6 milliards de dollars en 1940 et de plus de 21 milliards de dollars en 1951. Le pouvoir d'achat a augmenté de 57 pour 100 entre 1940 et 1951. Le représentant de l'URSS semble croire que la banqueroute menace tous les agriculteurs américains; à ce sujet, M. Lubin fait observer qu'en 1951, sur 1000 exploitations agricoles 1,5 seulement ont été saisies pour non-paiement d'hypothèques.

31. En ce qui concerne la situation de Porto-Rico, le représentant des Etats-Unis dit que cette île, qui a une superficie de 800.000 hectares dont la moitié environ est cultivable, avait une population de 2.219.000 habitants en 1950. Cela signifie que la superficie moyenne de terre arable par personne est inférieure à vingt centiares dans cette île, qui est une des régions du monde où la densité de la population est la plus forte. Le Gouvernement de Porto-Rico, avec l'aide du Gouvernement des Etats-Unis, s'efforce de diversifier la production agricole et de développer l'industrie pour faciliter la situation agricole. De 1945 à 1951, 136 usines nouvelles ont été bâties et, au cours des dix dernières années, la production industrielle de Porto-Rico a doublé. Un rapport publié en 1949 par le Bureau de statistique des Nations Unies montre que, sur les 70 pays étudiés, le niveau de vie des Porto-Ricains se place au vingt-sixième rang; d'ailleurs ce niveau de vie est plus élevé que celui de tous les pays d'Europe orientale, sauf trois.

32. Le PRESIDENT prononce la clôture de la discussion générale sur la réforme agraire.

33. M. SILES ZUAZO (Bolivie), expliquant le vote de sa délégation sur les projets de résolution relatifs à la réforme agraire dont la Commission est saisie, déclare que le territoire actuel de la Bolivie, du Pérou et de l'Equateur constituait, il y a plus de cinq cents ans, l'Empire des Incas. Cet empire, qui reposait sur une économie agricole, avait une population d'environ onze millions d'habitants. Malgré les difficultés auxquelles ils avaient à faire face, les Incas avaient réussi à établir une économie agricole à caractère socialiste et un système de sécurité sociale qui supprimait le chômage et la famine. La production agricole était admirablement organisée et l'on y avait créé d'excellents systèmes de communications et d'irrigation. Cette civilisation a produit la pomme de terre et le maïs, qui sont maintenant des denrées alimentaires essentielles. La communauté agricole, précurseur des fermes collectives et des coopératives agricoles, qui était à la base de ce système, a survécu. Après l'arrivée des Espagnols, l'économie agricole a été transformée en une économie minière et le pays a été soumis à un régime féodal.

34. Pour remédier à cette situation, où la majorité de la population vivait dans les conditions les plus misérables et dans l'état le plus primitif, le gouvernement issu de la révolution bolivienne a accordé le droit de vote aux paysans illettrés et entreprend l'exécution d'une réforme agraire. Autrefois, étant donné que, pour exercer le droit de vote, il fallait savoir lire et écrire, il n'y avait que 120.000 électeurs sur une population de plus de 3.000.000 d'habitants, et les élus représentaient généralement les intérêts de la minorité.

35. L'objet de la réforme agraire en Bolivie est de moderniser la communauté agricole, d'assurer à ceux qui travaillent la terre le fruit de leur travail, de donner des terres aux paysans qui n'en possèdent pas, de supprimer les grandes propriétés improductives, de fournir de l'outillage agricole, du crédit et des conseils techniques et de combattre l'ignorance et la maladie. S'efforçant de créer de meilleures conditions de vie dans une atmosphère de paix sociale et de progrès, le Gouvernement bolivien étudiera avec la plus grande intérêt l'expérience des autres pays et les recommandations des institutions spécialisées des Nations Unies. M. Siles a été heureux d'apprendre qu'une mission d'assistance technique des Nations Unies sera envoyée en Bolivie pour donner des conseils en vue de l'étude de la réforme agraire.

36. La délégation bolivienne appuiera les projets de résolution relatifs à la réforme agraire dont la Commission est saisie.

37. M. CARANICAS (Grèce) déclare que la question de la réforme agraire est de la plus haute importance pour le développement des pays insuffisamment développés. Etant donné que la Commission a entendu l'an dernier un exposé détaillé sur la réforme agraire dans son pays¹, les observations du représentant de la Grèce seront très brèves.

38. Le début de la réforme agraire en Grèce remonte à 1833; depuis, le gouvernement a donné aux paysans sans terre des domaines qui appartenaient à l'Etat, à l'Eglise ou à de gros propriétaires. Entre 1917 et 1923, on a pris des mesures radicales pour redistribuer les terres dans plusieurs provinces et, cette année, les propriétaires des quelques grands domaines privés qui subsistaient encore ont été expropriés, de sorte que la Grèce est maintenant un pays de petits propriétaires agricoles. Le problème principal qui s'y pose n'est donc pas celui du régime foncier mais celui des engrais et de l'outillage, de l'enseignement des techniques modernes et de la création de coopératives et d'établissements de crédit agricole.

39. La délégation grecque appuiera le projet de résolution révisé du Pakistan (A/C.2/L.158/Rev.1) qui permettra de résoudre un grand nombre de problèmes, et notamment celui des capitaux nécessaires pour l'exécution des projets de mise en valeur et d'irrigation des terres. La délégation grecque votera aussi pour le projet de résolution commun révisé (A/C.2/L.160/Rev.1) et pour l'amendement des Etats-Unis qui s'y rapporte (A/C.2/L.187).

40. M. HALIQ (Arabie saoudite), parlant en qualité de Rapporteur, fait observer qu'il conviendrait d'ajouter, à la fin du second paragraphe du dispositif du projet de résolution du Pakistan, après les mots "à faible intérêt", les mots "et à long terme", pour que ce passage du dispositif soit en harmonie avec le préambule.

41. M. ELAHI (Pakistan) remercie le représentant de l'Arabie saoudite d'avoir signalé cette omission et accepte la modification proposée.

42. M. BURR (Chili) rappelle qu'il a formulé certains doutes en ce qui concerne le second paragraphe du dispositif du projet de résolution du Pakistan,

¹ Voir les *Documents officiels de l'Assemblée générale, sixième session, Deuxième Commission, 177ème séance.*

lors de son exposé sur la réforme agraire (226ème séance). Les éclaircissements qui ont été apportés et l'amendement que le représentant du Pakistan a accepté, ont dissipé ses doutes. Il votera donc en faveur du projet de résolution.

43. Répondant à une question de M. GINOSSAR (Israël), le PRESIDENT rappelle à la Commission que le représentant du Pakistan a accepté la suggestion du représentant de l'Australie visant à ajouter, après le mot "financement", le mot "éventuel" au second paragraphe du dispositif du projet de résolution.

44. M. LUBIN (Etats-Unis d'Amérique) demande que le second paragraphe du dispositif du projet de résolution du Pakistan soit mis aux voix séparément.

45. Le PRESIDENT met aux voix le second paragraphe du dispositif du projet de résolution du Pakistan (A/C.2/L.158/Rev.1), tel qu'il a été amendé par le document A/C.2/L.186 et compte tenu des modifications proposées par les représentants de l'Australie et de l'Arabie saoudite.

Par 42 voix contre zéro, avec 9 abstentions, le paragraphe ainsi modifié est adopté.

46. Le PRESIDENT met aux voix l'ensemble du projet de résolution du Pakistan (A/C.2/L.158/Rev.1) amendé par le document A/C.2/L.186.

Par 47 voix contre zéro, avec 5 abstentions, le projet de résolution ainsi modifié est adopté.

47. M. LUBIN (Etats-Unis d'Amérique) précise que, s'il s'est abstenu de voter sur le second paragraphe du dispositif du projet de résolution du Pakistan, c'est, comme il l'a déjà fait observer, parce qu'il

ne croit pas qu'il appartienne au Comité d'experts d'examiner la question soulevée dans ce paragraphe. Son abstention ne signifie nullement que sa délégation estime que le fonds spécial envisagé, s'il est constitué, ne doit pas alors accorder de subventions ou de prêts pour les programmes de réforme agraire.

48. Le PRESIDENT signale que les auteurs du projet de résolution commun (A/C.2/L.160/Rev.1) ont accepté l'amendement qui figure au document A/C.2/L.187. Il met aux voix le projet de résolution commun ainsi modifié.

Le projet de résolution commun ainsi modifié est adopté à l'unanimité.

49. M. ABDELRAZEK (Egypte) remercie les membres de la Commission d'avoir adopté à l'unanimité le projet de résolution commun. Cet accord unanime montre que le monde se rend maintenant compte des besoins de l'humanité et que l'Organisation des Nations Unies se propose de prendre des mesures propres à favoriser le développement de tous les pays, qu'ils soient riches ou pauvres, puissants ou faibles. Il espère que l'Organisation des Nations Unies sera bientôt en mesure de résoudre les problèmes politiques avec la même unanimité et d'accorder la liberté à tous les peuples qui luttent pour l'obtenir afin qu'ils puissent tous connaître une ère de paix, de justice et d'indépendance.

50. M. ELAHI (Pakistan) remercie également les représentants pour l'appui qu'ils ont donné au projet de résolution de sa délégation.

La séance est levée à 17 h. 45.

